



RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 01730

Numéro SIREN : 810 825 562

Nom ou dénomination : CG.BRODERIES

Ce dépôt a été enregistré le 21/05/2015 sous le numéro de dépôt 7818

**CG.BRODERIES**  
Société par actions simplifiée au capital de 100 euros  
Siège social : 1, rue du Maréchal Joffre  
78000 Versailles  
810 825 562 RCS Versailles

---

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS D'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**

**EN DATE DU 12 MAI 2015**

---

L'an deux mille quinze,

Le 12 mai,

A 9 heures,

Au siège social,

Les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale mixte sur convocation du Président.

Les membres de l'assemblée ont élargé la feuille de présence en entrant en séance, tant en leur nom qu'en qualité de mandataire.

Corinne Gaudic, Président de la Société, préside la séance.

Le président de séance constate que les actionnaires présents possèdent la totalité des actions composant le capital social de la Société et, qu'en conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer en la forme ordinaire et extraordinaire.

Les documents suivants sont mis à la disposition des actionnaires :

- La copie des lettres de convocations ;
- Un exemplaire des statuts de la Société ;
- La feuille de présence à l'assemblée ;
- Le rapport de gestion du Président ;
- Le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Le président de séance déclare que les documents énumérés par la loi et les règlements ont été communiqués ou tenus à la disposition des actionnaires dans les délais et conditions requis.

La collectivité des actionnaires lui donne acte de cette déclaration.

Le président de séance rappelle que les actionnaires sont réunis afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Augmentation de capital en numéraire d'un montant de 100.000 euros par la création et l'émission de 100.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune, sans suppression du droit préférentiel de souscription ;
2. Délégation au Président ;
3. Nomination des commissaires aux comptes de la Société ;
4. Pouvoirs à conférer en vue des formalités.

Après avoir donné lecture du rapport du Président, le président de séance déclare la discussion ouverte.

### REUNIE EN LA FORME EXTRAORDINAIRE

#### PREMIERE RESOLUTION

*Augmentation de capital en numéraire d'un montant de 100.000 euros par la création et l'émission de 100.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune*

L'assemblée générale, statuant sur le rapport du Président, et après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, décide d'augmenter le capital social d'un montant de 100.000 euros par la création et l'émission de 100.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune, sans prime d'émission.

Les 100.000 actions ordinaires devront, lors de leur souscription, être intégralement libérées pour la totalité de leur montant, par versement en espèces.

Les actions nouvelles seront créées jouissance courante dès la date de réalisation de l'augmentation de capital. Pour le surplus, elles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes de même catégorie et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés.

Les souscriptions et versements seront reçus au siège social.

Les souscriptions aux actions ordinaires seront reçues pendant un délai de huit jours à compter de la date des présentes contre remise des bulletins de souscription et des versements correspondants. Les fonds provenant des versements seront déposés, dans ce délai, auprès de la Société Générale Agence Versailles Saint Louis, 3, rue du Général Leclerc, 78000 Versailles (ci-après dénommée la « Banque ») sur un compte ouvert au nom de la Société ayant les coordonnées suivantes :

Banque : Société Générale  
Code banque : 30003  
Code guichet : 02211  
Numéro de compte : 00143185810  
Clé RIB : 44

La période de souscription sera clôturée par anticipation dès versement par les souscripteurs de l'intégralité du prix de souscription des 100.000 actions ordinaires.

L'Assemblée Générale prend acte que l'augmentation de capital objet de la présente décision sera régulièrement et définitivement réalisée à la date du certificat du dépositaire des fonds établi par la Banque.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

##### *Délégation au Président*

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président, décide de donner tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- recueillir les souscriptions effectuées aux 100.000 actions ordinaires nouvelles émises à la première résolution ci-dessus ;
- constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital ;
- modifier les statuts de la Société en conséquence ;
- et, plus généralement, prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'augmentation de capital.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

#### **REUNIE EN LA FORME ORDINAIRE**

#### **TROISIEME RESOLUTION**

##### *Nomination des commissaires aux comptes de la Société*

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président et en application de l'article L.227-9-1 alinéa 1 du Code de commerce, décide de procéder à la nomination des commissaires aux comptes de la Société comme suit :

- Robert Benjamin, commissaire aux comptes, 26, rue Vineuse, 75116 Paris ;  
*^ titulaire.*
- Elie Knafo, commissaire aux comptes, 20, boulevard Poissonnière, 75009 Paris.  
*^ suppléant*

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

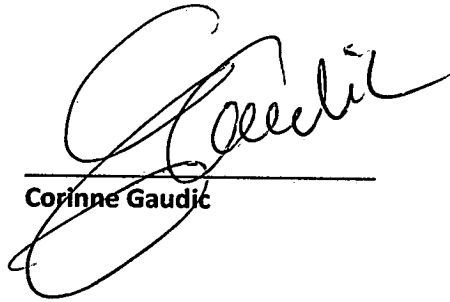
#### **QUATRIEME RESOLUTION**

##### *Pouvoir en vue des formalités légales*

L'Assemblée Générale, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'accomplir toute formalité légale requise.

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée. Il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, conformément à l'article 18.8 des statuts, par le Président, également associé de la Société.



Corinne Gaudic

n° de dépôt 7818



n° de gestion

21 MAI 2015

**CG.BRODERIES**  
Société par actions simplifiée au capital de 100 euros  
Siège social : 1, rue du Maréchal Joffre  
78000 Versailles  
810 825 562 RCS Versailles

n° de facture

9444

n° de chrono

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT**

**EN DATE DU 12 MAI 2015**

MS

Martine SIC-GNEAU  
Comptable public  
Responsable du SIE

L'an deux mille quinze,

Le 12 mai,

A 19 heures,

A Versailles,

Enregistré à : SIE VERSAILLES SUD

Le 20/05/2015 Bordereau n°2015/1 018 Case n°11

Ext 4812

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent des impôts

Corinne Gaudic, Président de la société CG.Broderies, société par actions simplifiée au capital de 100 euros, dont le siège social est situé au 1, rue du Maréchal Joffre, 78000 Versailles immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro d'immatriculation unique 810 825 562 RCS Versailles (ci-après, la « Société »),

A pris les décisions suivantes relatives à la constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Mixte de la Société le 12 mai 2015.

**1 – Augmentation de Capital d'un montant de 100.000 euros par la création et l'émission de 100.000 actions ordinaires**

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte en date du 12 mai 2015, l'Assemblée Générale de la Société a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'une somme de 100.000 euros par la création de 100.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Ces actions nouvelles devraient être émises au pair et seraient créées jouissance courante dès la date de réalisation de l'augmentation de capital. Pour le surplus, elles seraient, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes de même catégorie et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés.

Les fonds provenant des versements seraient déposés, dans un délai de huit jours à compter de l'émission des actions nouvelles, auprès de la Société Générale, Agence Versailles Saint Louis, 3, rue du Général Leclerc, 78000 Versailles sur un compte ouvert au nom de la Société ayant les coordonnées suivantes :

Banque : Société Générale  
Code banque : 30003  
Code guichet : 02211  
Numéro de compte : 00143185810

CP

Clé RIB : 44

L'Assemblée Générale Mixte a également décidé de maintenir le droit préférentiel de souscription pour la totalité des actions à émettre au titre de cette augmentation de capital.

## 2 – Réalisation de l'augmentation de capital

Le Président constate :

- Que les 100.000 actions nouvelles de 1 euro chacune, composant l'augmentation de capital de 100.000 euros ont été entièrement souscrites au moyen des bulletins de souscription reçus par lui, et dans les proportions suivantes :

Bénéficiaires	Nombre d'actions	Montant de la souscription
Corinne Gaudic	60.000	60.000 €
Ludovic Gaudic	40.000	40.000 €
<b>Total</b>	<b>100.000</b>	<b>100.000 €</b>

- Qu'ainsi 100.000 actions nouvelles ont été entièrement souscrites et libérées des sommes exigibles en conformité des conditions de l'émission et que, par suite, l'augmentation de capital se trouvent définitivement réalisées.

Le Président a été également expressément autorisé à modifier corrélativement les statuts de la Société.

En conséquence, le Président décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société, lesquels seront rédigés comme suit :

### « ARTICLE 6 – APPORTS

*Lors de la constitution, il a été fait apport en numéraire la somme de cent euros (100 €) à la Société répartis comme suit :*

- Ludovic Gaudic..... 40 € ;
- Corinne Gaudic..... 60 €.

*Soit une somme totale de cent (100) euros correspondant à cent actions de 1 euro de nominal, intégralement libérée.*

*La somme totale versée par les associés, soit cent (100) euro, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à la banque Société Générale Agence Versailles Saint Louis, 3, rue du Général Leclerc, 78000 Versailles, ainsi qu'il résulte du certificat établi par ladite banque dépositaire des fonds en date du 5 mars 2015 et annexé aux présents statuts.*

*Par décision de l'Assemblée Générale Mixte en date du 12 mai 2015, le capital social de la société a été augmenté d'un montant de cent mille euros (100.000 €), par émission de cent mille (100.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1€).*

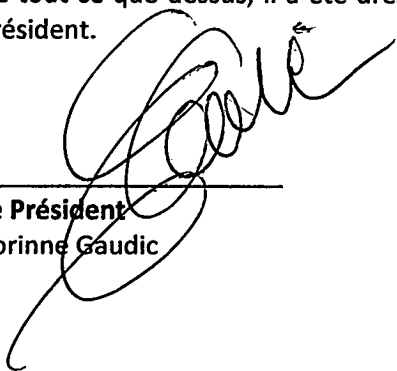
CO

**ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

*Le capital social est fixé à la somme de cent mille cent (100.100) euros. Il est divisé en cent actions nominatives de 1 euro de valeur nominale. »*

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président.



---

**Le Président**  
Corinne Gaudic



AGENCE DE VERSAILLES SAINT LOUIS

Société : CG BRODERIES

Société par actions simplifiées au capital de 100 Euros en cours d'augmentation à 100000 Euros

Siège: 1 Rue du Maréchal Joffre 78000 VERSAILLES

Numéro unique d'identification : 810 825 562 R.C.S. de Versailles

La SOCIETE GENERALE, S.A. au capital de 1.006.489.617,50 EUR ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. PARIS et ayant son siège social à PARIS 9ème - 29 Boulevard Haussmann -

Certifie :

- qu'elle a reçu en dépôt la somme de 100000,- Euros (CENT MILLE EUROS) représentant l'intégralité des versements en numéraire effectués par les souscripteurs de l'augmentation de capital de CG BRODERIES décidée par l'Assemblée Générale du 12 MAI 2015 de la société susvisée
- qu'il résulte des bulletins de souscription qui lui ont été présentés, que 100.000 actions nouvelles de 1 Euro chacune ont été souscrites.

Fait à Saint Quentin en Yvelines, le 12 mai 2015  
En quatre originaux

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
3 Rue du Général LECLERC  
78000 VERSAILLES

Certifié conforme par  
le Président le 13 mai 2015.

**CG.BRODERIES**

**Société par actions simplifiée**

**Capital social : 100.100 euros**

**Siège social : 1, rue du Marechal Joffre 78000 Versailles**

**810 825 562 RCS Versailles**

**STATUTS**

**MIS A JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**

**EN DATE DU 12 MAI 2015**

**LES SOUSSIGNES :**

1. Madame Corinne Gaudic, de nationalité française née le 31 mars 1971 à Le Neubourg (27), domiciliée 1, rue du Maréchal Joffre, 78000 Versailles ;
2. Monsieur Ludovic Gaudic, de nationalité française né le 20 novembre 1973 à Boulogne-Billancourt, domicilié 1, rue du Maréchal Joffre, 78000 Versailles ;

**SE SONT CONVENUS DE CONSTITUER LA PRESENTE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE.**

**STATUTS****ARTICLE 1er – FORME**

1.1 La société est constituée sous la forme de société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et les présents statuts.

1.2 La société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

1.3 Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Dans tous les cas non visés par les présents statuts, il sera fait application des dispositions en vigueur et notamment celles du Code de commerce sur les sociétés par actions simplifiées.

**ARTICLE 2 – DÉNOMINATION**

2.1 La dénomination de la société est :

**« CG.Broderies »**

2.2 Tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

**ARTICLE 3 – OBJET**

La société a pour objet, directement ou indirectement :

- la prise de participations, sous toute forme, dans tous organismes, entreprises ou sociétés existants ou à créer,
- toutes activités de conseils ou de prestations de services,
- et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou

immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, audit objet ou susceptibles d'en faciliter le développement.

#### **ARTICLE 4 – SIÈGE**

4.1 Le siège social est fixé au 1, rue du Marechal Joffre 78000 Versailles.

4.2 Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Président qui est investi des pouvoirs nécessaires pour modifier en conséquence les statuts, sans qu'il soit besoin d'une ratification par décision de l'associé unique ou des associés.

#### **ARTICLE 5 – DURÉE**

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévue aux présents statuts.

#### **ARTICLE 6 – APPORTS**

Lors de la constitution, il a été fait apport en numéraire la somme de cent euros (100 €) à la Société répartis comme suit :

- Ludovic Gaudic..... 40 € ;
- Corinne Gaudic ..... 60 €.

Soit une somme totale de cent (100) euros correspondant à cent actions de 1 euro de nominal, intégralement libérée.

La somme totale versée par les associés, soit cent (100) euro, a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à la banque Société Générale Agence Versailles Saint Louis, 3, rue du Général Leclerc, 78000 Versailles, ainsi qu'il résulte du certificat établi par ladite banque dépositaire des fonds en date du 5 mars 2015 et annexé aux présents statuts.

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte en date du 12 Mai 2015, le capital social de la société a été augmenté d'un montant de cent mille euros (100.000 €), par émission de cent mille (100.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un euro (1€).

#### **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de cent mille cent (100.100) euros. Il est divisé en cent actions nominatives de 1 euro de valeur nominale.

#### **ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

8.1 Toute modification du capital résultant d'une opération d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital social, requiert une décision collective des associés ou une décision de l'associé

unique, dans les formes et conditions des articles 17 et 18 des présents statuts.

8.2 En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions de numéraire et si la société comporte plusieurs associés, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux associés, dans les conditions édictées par la loi.

8.3 En cas de pluralité d'associés et lors de la décision collective d'augmentation de capital, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi. Chaque associé peut aussi renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

8.4 Après avoir décidé d'augmenter, d'amortir ou de réduire le capital social, les associés, ou l'associé unique peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social.

#### **ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS**

Les actions de numéraire doivent être libérées au moins de la moitié de leur valeur nominale à la constitution de la société et du quart de celle-ci lors de la souscription en cas d'augmentation du capital social.

#### **ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS**

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société ou le mandataire qu'elle désigne à cet effet.

#### **ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

11.1 Chaque action donne droit à son porteur, dans l'actif social, les bénéfices et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2 Chaque action donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les décisions de l'associé unique ou des associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux dans les conditions prévues par les présents statuts.

11.3 La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux modifications ultérieures et à toutes décisions des associés ou de l'associé unique.

11.4 L'associé unique ou les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

11.5 Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

11.6 Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombres insuffisants ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de se regrouper et de faire leur affaire personnelle de ce groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

**ARTICLE 12 – TRANSFERT DES ACTIONS – TRANSFERTS LIBRES**

12.1 La propriété des actions résulte de leur inscription sur un compte d'instruments financiers ouvert au nom du ou des associés.

Une attestation d'inscription en compte sera délivrée par la société à tout associé en faisant la demande.

12.2 Les actions sont librement cessibles.

La cession de ces actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par une inscription par ordre chronologique, sur un registre paraphé.

### **ARTICLE 13 – PRESIDENT**

13.1 La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale. Le président peut être choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

13.2 Le président est nommé par l'associé unique ou l'assemblée des associés. Il est rééligible. Il est révocable *ad nutum* par décision de l'associé unique ou l'assemblée des associés dans les conditions visées à l'article 18 ci-après, sans qu'aucune indemnité ne lui soit due.

13.3 Le président recevra la rémunération qui sera jugée appropriée par l'associé unique ou par décision collective des associés, étant entendu cependant que, dans tous les cas, les frais qu'il encourt dans l'exercice de ses fonctions pourront lui être remboursés contre remise de justificatifs.

13.4 La société pourra consentir des prêts, des découverts, des comptes courants, des cautions et des avals à son président si celui-ci est une personne morale.

### **ARTICLE 14 – POUVOIRS DU PRESIDENT**

14.1 Le président représente la société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il doit exercer ces pouvoirs dans le respect de la loi et des règlements en vigueur et des présents statuts, et agir dans l'intérêt de la société, étant précisé que le président peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables, par mandats spéciaux et temporaires, à toute personne qui peut être associée ou non.

14.2 Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; cependant, la seule publication des statuts ne suffit pas à constituer cette preuve.

14.3 Le président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

14.4 Le président est l'organe social auprès duquel les Délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits définis par l'article L 2323-62 et l'article L 2323-67 du Code du travail.

## **ARTICLE 15 – DIRECTEUR GENERAL**

15.1 Sur proposition du président, l'associé unique ou les associés peuvent selon les conditions prévues aux articles 17 et 18 nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, associés ou non, disposant à l'égard de tiers des mêmes pouvoirs de représentation que le Président.

Les pouvoirs du directeur général peuvent être limités à titre interne.

15.2 Le directeur général est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou des associés en cas de pluralité d'associés.

15.3 La rémunération du directeur général sera fixée par décision de l'associé unique ou des associés. Il aura droit au remboursement de ses frais sur présentation des justificatifs.

15.4 En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

## **ARTICLE 16 – CONVENTIONS REGLEMENTEES**

16.1 Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et son président ou l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par la loi.

Toutefois, par dérogation, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de ces conventions au registre des décisions.

16.2 Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

16.3 Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président de la société dans les conditions déterminées par ledit article, conformément à l'article L. 227-12 dudit Code.

## **ARTICLE 17 – DOMAINES RESERVES AUX DECISIONS DES ASSOCIES OU DE L'ASSOCIE UNIQUE**

Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous :

- i. augmentation, réduction ou amortissement de capital social ;
- ii. fusion, scission, apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions, liquidation ou dissolution ;
- iii. modification des présents statuts, sauf pour le transfert du siège social en France ;
- iv. approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- v. toute distribution faite à l'associé unique ou aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes ;

- vi. nomination et révocation du président, et détermination de sa rémunération ;
- vii. nomination et révocation d'un ou plusieurs directeurs généraux ;
- viii. nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
- ix. transformation en une société d'une autre forme.

## **ARTICLE 18 – DÉCISIONS DES ASSOCIES OU DE L'ASSOCIE UNIQUE**

18.1 Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.

18.2 Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.

18.3 En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises à l'initiative du président ou, à défaut, à la demande de tout associé (un « demandeur »). Dans ce dernier cas, le président, s'il n'est pas associé, est avisé de la même façon que les associés.

18.4 Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du président ou, à défaut, à la demande de l'associé unique. Dans ce dernier cas, le président en est avisé.

18.5 L'ordre du jour en vue des décisions collectives des associés est arrêté par l'auteur de la convocation.

18.6 Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote, majorité) ne sont pas applicables.

18.7 En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du demandeur, en assemblée générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ou par consultation écrite ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent s'exprimer aussi par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Toutefois, en cas d'associé unique, celui-ci ne peut déléguer ses pouvoirs.

Les décisions collectives sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas où la société comporte plusieurs associés, l'unanimité des associés est requise lorsque la loi l'exige.

### 18.7.1 Assemblée générale - Forme

L'assemblée générale est convoquée par le président. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique cinq jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable.

L'assemblée générale est présidée par le président de la société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'assemblée.

A chaque assemblée générale est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et par au moins un associé présent ou le mandataire d'un associé représenté, étant précisé que si le président de séance est associé, il signe seul le procès-verbal.

### 18.7.2 Consultation écrite - Forme

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le demandeur à chaque associé et au président si celui-ci n'est pas le demandeur, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai minimal de huit jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés et qui est immédiatement communiqué à la société pour être conservé dans les conditions visées au § 18.8 ci-après.

### 18.7.3 Téléconférence téléphonique ou audiovisuelle - Forme

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le président, s'il n'est pas le demandeur, sont convoqués par le demandeur par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique deux jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le demandeur établit, dans un délai de huit jours, à compter de la téléconférence, le projet de procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet. Dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;

- le résultat du vote pour chaque résolution.

Le demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au président, dans les huit jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la société pour être conservés comme indiqué ci-après.

18.8 Les décisions de l'associé ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le président ou un représentant autorisé dûment habilité à cet effet.

#### **ARTICLE 19 – INFORMATION DES ASSOCIES**

19.1 L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à la disposition des associés ou de l'associé unique à l'occasion de toute consultation.

19.2 Plus généralement, l'associé unique ou les associés auront le droit de consulter, au siège social de la société, les documents énumérés par l'article L 225-115 du Code de commerce. L'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes : l'associé concerné devra informer la société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation et l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la société.

#### **ARTICLE 20 – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

20.1 Dès constatation de la réunion de deux au moins des trois critères définis par le Décret d'application pris en application des dispositions de l'article L 227-9-1 du Code de Commerce ou si les conditions fixées à l'alinéa 3 de l'article L 227-9-1 du Code de Commerce sont réunies, l'Associé unique ou l'Assemblée des Associés selon le cas doit désigner un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléant(s) pour six exercices. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

La Société n'est plus tenue de désigner un Commissaire aux Comptes, dès lors qu'elle n'a pas dépassé les chiffres fixés par deux des trois critères pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du Commissaire en exercice, ou si les conditions fixées à l'article L 227-9-1 du Code de Commerce cessent d'être remplies.

20.2 Même lorsque les critères visés au 1 du présent article ne sont pas réunis, la Société peut désigner un ou plusieurs Commissaires, titulaire et suppléant pour six exercices.

20.3 Même lorsqu'elle n'est pas obligatoire, la nomination d'un Commissaire aux Comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs Associés représentant au moins le dixième du capital social.

20.4 Les décisions d'Associés prises à défaut de désignation régulière de Commissaires aux Comptes

ou sur le rapport des Commissaires nommés ou demeurés en fonction, contrairement aux dispositions de l'article L 823-17 du Code de Commerce sont nulles. L'action en nullité est éteinte si ces délibérations sont expressément confirmées par une décision prise sur le rapport des Commissaires régulièrement désignés.

20.5 Les Commissaires aux Comptes, s'il en a été nommé, exercent la mission et jouissent des prérogatives définies, pour les Commissaires aux Comptes des Sociétés par actions, par l'article L 227-10 du Code de Commerce.

Pour faciliter la mission des Commissaires aux Comptes, s'il en a été nommé, et assurer l'information suffisante du ou des Associés, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social, à la disposition des Commissaires, au moins huit jours avant la date de l'Assemblée.

20.6 En cas de faute ou d'empêchement, les Commissaires aux Comptes, s'il en a été nommé, peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de justice à la demande notamment du président, de l'Associé unique ou de l'Assemblée des Associés.

## **ARTICLE 21 – EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2015.

## **ARTICLE 22 – COMPTES ANNUELS**

22.1 Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

22.2 A la clôture de chaque exercice, le président établit et arrête le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément à la loi.

22.3 L'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes de l'exercice écoulé chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par une décision de justice.

## **ARTICLE 23 – AFFECTATION DES RESULTATS**

23.1 Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

23.2 Sur le bénéfice de l'année diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

23.3 Le bénéfice distribuable est constitué par les bénéfices de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents statuts et augmenté de tout report bénéficiaire.

23.4 Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.

23.5 L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont il(s) a (ont) la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice, dans les conditions édictées par la loi.

23.6 Sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés ou à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant de capital effectivement souscrit à la date en question, augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

#### **ARTICLE 24 – MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES**

24.1 Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés.

24.2 La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.

24.3 Toutefois, le président peut décider, s'il le juge opportun, le versement d'un acompte sur dividende dans les conditions prévues à l'article L 232-12 du Code de commerce.

#### **ARTICLE 25 – TRANSFORMATION**

La société peut se transformer en société d'une autre forme selon les règles légales et réglementaires en vigueur.

#### **ARTICLE 26 – DISSOLUTION ANTICIPEE**

26.1 La dissolution anticipée de la société peut être décidée par décision collective des associés ou par l'associé unique, conformément aux dispositions des articles 18 et 19 ci-dessus.

26.2 En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société, faite par déclaration au greffe du Tribunal de commerce par l'associé unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil.

Par dérogation, lorsque l'associé unique est une personne physique, les dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ne s'appliquent pas.

**ARTICLE 27 – LIQUIDATION**

27.1 Hormis les cas prévus par la loi, la dissolution de la société entraîne sa liquidation.

27.2 Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par la collectivité des associés aux conditions prévues pour l'approbation des comptes annuels. Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation", ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

**ARTICLE 28 – CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la vie de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés ou l'associé unique et la société, entre les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement la conduite de l'activité de la société, sont soumises aux tribunaux compétents.